



Arrêté n° A_2022_0608 TECH

Romainville, le 22 septembre 2022,

Portant autorisation de travaux de nuit et réglementation de la circulation et du stationnement pour des travaux de renouvellement de liaisons électriques souterraines.

Avenue Gaston Roussel, rue Paul de Kock.

Le Maire de Romainville,

Vu la demande présentée par RTE, 3-5 cours du Triangle 92036 Paris La Défense, représentée par Monsieur Tissot, email : claudetissot@rte-france.com,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code pénal

Vu la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, complétée et modifiée par la Loi n° 82.623 du 22 juillet 1982,

Vu l'Arrêté interministériel du 6 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8ème partie approuvée par arrêté du 6 novembre 1992,

Vu le Règlement de voirie communal approuvé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 1999,

Vu l'Arrêté préfectoral n°99-5493 du 30 décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit, modifié par l'arrêté préfectoral n°00-2796 du 18 juillet 2000,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire Romainville pour la réalisation de travaux de nuit,

Vu l'Avis du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Direction de la Voirie et des Déplacements, Service Territorial Sud, 7-9 rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan,

Considérant qu'en application du décret n° 2009-991 du 20 août 2009 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, les pouvoirs de police concernant la RD 20A, RD 117, RD 40S, RD 36 Bis, RD 116, RD 41, sont de la compétence du Maire de Romainville,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique ainsi que celle des intervenants chargés de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les entraves aux circulations provoquées par ces travaux,

Considérant que pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules.

Considérant que les travaux seront réalisés par l'entreprise **Fayat Power**, 45 rue des Hautes Pâtures 92000 Nanterre, représentée par Monsieur Caramelle, email : a.longprez@fayatpower.fayat.com,

Arrête

Article 1er : Délai d'utilisation du 26 septembre au 18 novembre 2022 de 08h00 à 17h00 et de nuits du 17 au 21 octobre 2022 de 18h00 à 06h00.

Article 2 : Restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement.

Les restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement imposées pour cette intervention seront les suivantes :

Fermeture de la rue de la rue Paul de Kock, à partir la rue Alphonse Leydier jusqu'à l'avenue Gaston Roussel, sauf aux riverains et véhicules prioritaires, du 26 septembre au 14 octobre 2022.

Fermeture de la rue de la Pointe, à partir de la rue Anatole France jusqu'à l'avenue Gaston Roussel, sauf aux riverains et véhicules prioritaires, de nuits du 17 au 21 octobre 2022.

Le stationnement et l'arrêt seront interdits et considérés comme gênants au sens de l'article R 417-10 du Code de la route :

Avenue Gaston Roussel

du côté des numéros pairs et impairs, au droit et en vis-à-vis du n° 180 jusqu'au n° 200, neutralisation de la demi-chaussée, du stationnement et du trottoir, à l'avancement des travaux.

Mise en place de signaux tricolores d'alternat temporaire KR11, avec maintien en permanence d'une voie de circulation sur une largeur minimale de 3,50 ml.

Rue Paul de Kock

du côté des numéros pairs et impairs, au droit et en vis-à-vis du n° 187 jusqu'à l'avenue Gaston Roussel, neutralisation de la chaussée, du stationnement, à l'avancement des travaux.

au droit du chantier et pendant la durée des travaux, même aux emplacements habituellement réservés à cet usage, sauf aux véhicules de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Mise en place de déviations.

La présence d'hommes trafic sera obligatoire lors des entrées sorties, des véhicules de chantier pour régler la circulation des autres véhicules sur la voie concernée.

Mise en place d'une signalisation temporaire conforme au Code de la route, comprenant l'installation de panneaux de types AK et K.

Mise en place de séparateurs modulaires de voies K16, de GBA et barrières BVP2 de type A, pour délimiter l'emprise du chantier et sécuriser l'intervention.

La circulation des piétons sera maintenue par la création d'un cheminement PMR protégé et continu d'1.40m de largeur, avec la mise en place d'une signalisation.

Toute entrave aux dispositions du présent arrêté sera punie conformément aux lois et règlements en vigueur et l'enlèvement des véhicules contrevenants sera demandé.

Article 3 : Signalisation du chantier.

L'affichage, la mise en place 7 jours avant l'intervention et l'entretien de la signalisation routière du chantier, seront à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

L'entreprise doit respecter les dispositions et modalités techniques d'implantation, de pose et de dépose de la signalisation temporaire et les conformités aux règles définies par la huitième partie du livre I de l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'Arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et par le manuel du chef de chantier - Signalisation temporaire - Édition du SETRA.

L'affichage des arrêtés et la pose de la signalisation sur les émergences d'équipements publics (mobilier urbain, panneaux et feux de signalisation, armoires électriques, candélabres d'éclairage public, équipements postaux, murs) sont interdits.

Article 4 : Dispositions techniques administratives.

Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.

Article 5 : Recours.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig 93558 Montreuil cedex ou par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 6 : Ampliation.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Commissaire principal de Police, Chef de la circonscription des Lilas.

Monsieur le Commandant de Gendarmerie.

Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers.

Monsieur le Chef de service de la Police Municipale.

Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, service DVD.

Dépôts bus RATP Les Lilas et Les Pavillons-sous-Bois.

Le pétitionnaire.

Chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.